



NOMS: CARMELA CURUP CHAJÓN
ET JOSÉ MAURO COSOJAY TURUY
NATIONALITÉ: GUATEMALA
PROFESSION: AVOCATE, PAYSAN
LIEU DE RÉSIDENCE: SAN JUAN DE SACATEPÉQUEZ



facing PEACE ^{PBI}

LA TERRE N'EST PAS UNE MARCHANDISE

En 2006, sans préavis et sans aucune consultation ni information publique, des représentants de l'entreprise Cementos Progreso ont pénétré dans les propriétés des paysans de San Juan de Sacatepéquez pour prendre des mesures. Leur but: développer une gigantesque cimenterie. Depuis, les communautés autochtones de la région sont victimes d'intimidations et de violences graves, ce qui justifie un accompagnement de PBI, débuté en 2009. Un représentant maya cakchiquel et une avocate autochtone étaient récemment en Suisse pour témoigner. En Suisse, l'affaire nous concerne directement puisque Holcim détient vingt pourcent des parts de Cementos Progreso.

Quels sont les objectifs principaux de l'association Qamolo Ki Aj Sanjuani que vous représentez?

MAURO: L'Association a été fondée en réponse aux violations sociales et environnementales commises contre douze communautés maya cakchiquel de la région de San Juan de Sacatepéquez. Le travail de l'association consiste principalement à fournir aux habitants des communautés des informations sur les violations dont ils sont victimes, mais aussi sur leurs droits. Nous souhaitons que tous les habitants participent au processus de négociation en cours avec les autorités locales, nationales ainsi qu'avec la cimenterie Cementos Progreso. Afin que ceux-ci puissent participer activement, ils doivent savoir comment se défendre. Par exemple, depuis le début du conflit, nous revendiquons notre droit, en tant que population autochtone, à être informés et consultés puisque ce méga-projet portera atteinte à nos moyens de subsistance, notre environnement et notre culture. Ce droit devrait être garanti à travers la Convention

169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) ratifiée par le gouvernement du Guatemala en 1996.

Le processus est marqué par la violence depuis le début. Des leaders communautaires ont été tués dans des circonstances toujours non élucidées. Plusieurs personnes, dont des femmes, ont été battues. Des membres de vos communautés ont été emprisonnés en 2008. Certains sont toujours sous les verrous sans avoir été jugés. Dans ce contexte tendu et même dangereux, qu'est ce qui vous motive à poursuivre votre engagement?

MAURO: Après toute la répression dont nous avons été et sommes aujourd'hui encore victimes, nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Nous, les défenseurs des droits humains, devons continuer à faire pression sur le gouvernement pour que celui-ci respecte notre peuple. Nous sommes les enfants de la Terre-Mère (Pachamama) et nous devons nous battre pour que celle-ci ne soit pas violente ou exploitée. C'est notre

“ Si nous étions considérés dans notre pays, nous n'aurions pas besoin de parcourir le monde pour chercher une écoute attentive. ”

CARMELA CURUP CHAJÓN

Des membres de la communauté caqchikel observent l'évolution du projet de la cimenterie.



“ Nous sommes les enfants de la Terre-Mère (Pachamama) et nous devons nous battre pour que celle-ci ne soit pas violente ou exploitée. ”

MAURO COSOJAY TURUY

devoir de la défendre comme des enfants défendraient leur propre mère. Mais il est vrai que les risques liés à nos activités sont conséquents. Par exemple, des représentants de la cimenterie sont venus jusqu'ici en Suisse pour nous surveiller. Trois personnes de Cementos Progreso nous ont suivis lors des événements publics, ici en Suisse, afin de nous intimider.

Selon le mécanisme de la Convention 169 de l'OIT, l'Etat guatémaltèque devrait consulter les populations autochtones avant d'octroyer toute licence d'exploitation à une entreprise qui désire travailler sur vos terres ou dont les activités pourraient nuire à votre culture, votre subsistance, votre santé, etc. Or, dans le cas de San Juan de Sacatepéquez, cet instrument semble n'avoir servi à rien, puisque vous n'avez pas été consultés avant que Cementos Progreso obtienne sa licence?

CARMELA: Le fait d'avoir un tel instrument international pour la protection des droits des peuples autochtones représente tout de même une avancée. Ceci est le résultat de plusieurs dizaines d'années de lutte et de revendications historiques liées à l'accès à la terre et au respect de nos traditions, croyances et coutumes. L'ensemble de ces droits des populations indigènes va à l'encontre des intérêts des classes conservatrices dominantes qui contrôlent le territoire et l'accès aux ressources depuis l'époque de la colonisation.

Aujourd'hui les Etats doivent mettre en application ces traités qui ont été signés et ratifiés. Mais ceci n'est pas simple. Tout d'abord, il faudrait que les Etats soient réellement des démocraties, ce qui est dis-

cutable dans le cas de notre pays. Ensuite il faudrait que les classes dominantes acceptent de partager le territoire et de reconnaître les droits coutumiers des populations indigènes. Aujourd'hui, nous observons le contraire au Guatemala: les groupes dominants utilisent l'appareil d'Etat pour s'approprier les richesses et mater les rébellions.

Depuis 2009, l'Association bénéficie de l'accompagnement international de PBI. Qu'est ce que cela signifie pour vous et/ou pour l'association? Que vous apporte une tournée de conférences comme celle-ci en Europe?

MAURO: Pour les communautés de San Juan de Sacatepéquez, cet accompagnement est très important. Durant les années 2007 et 2008, la répression contre nous a été très forte. Depuis que nous sommes accompagnés par PBI, la violence à notre encontre a beaucoup diminué. Les forces de l'ordre, locales et nationales, savent désormais que la communauté internationale est présente et qu'en cas de violations, PBI peut activer une alerte au niveau international et ainsi dénoncer les outrages.

CARMELA: La solidarité internationale qui s'exprime à travers des organisations qui soutiennent

“ L'ensemble de ces droits des populations indigènes va à l'encontre des intérêts des classes conservatrices dominantes qui contrôlent le territoire et l'accès aux ressources depuis l'époque de la colonisation. ”

CARMELA CURUP CHAJÓN

nos droits ou, devrais-je dire, le droit international – car nos droits sont reconnus internationalement – permet d'une certaine façon d'exercer une pression sur l'Etat guatémaltèque à travers la dénonciation des violations. Mais le fait que nous soyons ici reflète bien la réalité que nous vivons. Si nous étions considérés dans notre pays, nous n'aurions pas besoin de parcourir le monde pour chercher une écoute attentive.

NOM: **ROMAN GNÄGI**
 NATIONALITÉ: **SUISSE**
 DATE D'ENGAGEMENT: **FÉVRIER 2011**
 LIEU D'AFFECTATION: **BARDIYA, NÉPAL**

Omniprésente impunité



Paysage du Terai



Les fréquentes et importantes manifestations sont le résultat d'une grande instabilité politique



Association de femmes du Terai

C'est pour effectuer une mission d'observation qu'un matin, ma collègue de travail Veronica, de l'équipe de Bardiya, Adèle, de l'équipe de Katmandou, et moi-même, prenons la route de bonne heure pour arriver à destination avant la nuit. Le chemin est long, mais les paysages qui bordent notre route sont superbes. Nous traversons les plaines du Terai avant de franchir un col majestueux. Le Népal est un pays surprenant, ses paysages sont très diversifiés.

Le 21 septembre a lieu la Journée internationale de la paix. Nous sommes attendus à la première heure pour suivre une manifestation organisée par l'Association pour la justice en faveur des victimes de conflits (CVS). Les manifestants, qui revendiquent justice et respect des droits fondamentaux, espèrent ainsi pouvoir s'entretenir avec des responsables politiques. Le cortège, que nous suivons en tant qu'observateurs externes, est encadré par plusieurs voitures de police et quelques policiers en civil. La raison de leur présence nous est expliquée plus tard: le superintendant local est dans la manifestation. Une bonne nouvelle pour les membres de l'Association CVSJ, qui vont pouvoir s'entretenir avec lui personnellement. Quant à nous, nous nous tenons à l'écart: le principe de non-ingérence que nous respectons et appliquons ne nous permet pas d'assister aux discussions.

Lorsque les membres de l'Association CVSJ ont terminé, nous demandons aussi un entretien avec le chef de la police pour lui expliquer notre rôle auprès des partenaires locaux et les principes qui orientent notre travail. La longue queue devant le bureau du superintendant laisse penser que sa journée sera longue. Délégation internationale oblige, nous avons la chance d'être reçu immédiatement. «Vous voulez voir notre prison? Elle est bondée. Les baraquements des agents de police? C'est pareil. Personne ne fait confiance à la police. Demandez aux enfants dans la rue. Ils diront que nous sommes les méchants.», dit-il bouillonnant. «Est-ce que nous voulons changer ça? Naturellement! Mais pour cela il faut du temps et personne ne nous aide. Et puis c'est toujours la même rengaine: «Droits humains, droits humains!». Difficile de réagir face à son franc-parler. Souvent, les représentants des autorités essaient d'éviter de répondre à toutes les questions sur leur travail. Ou alors ils donnent des réponses toutes faites, expliquant que la défense des droits

“ Les élites de Katmandou n'offrent quasiment aucun soutien, les partis politiques s'entredéchirent pour le pouvoir, le processus de paix ne progresse que très lentement, et l'impunité reste omniprésente. ”

ROMAN GNÄGI

humains est leur première priorité. Nous nous trouvons à présent face à cet officier de police, jouissant d'une haute réputation, qui se plaint ouvertement de la situation actuelle et qui a baissé les bras devant les difficultés. Les élites de Katmandou n'offrent quasiment aucun soutien, les partis politiques s'entredéchirent pour le pouvoir, le processus de paix ne progresse que très lentement, et l'impunité reste omniprésente.

Nous quittons le poste de police et reprenons la route. Comme nous avons encore un long voyage devant nous et qu'il est mieux d'éviter de rouler de nuit, nous nous dépêchons. Durant le trajet, notre conversation tourne autour du chef de la police et de sa situation. Nous arrivons à comprendre sa frustration. Que ce soit les défenseurs et défenseuses des droits humains ou la société dans son ensemble, toutes celles et ceux qui s'engagent pour améliorer le contexte népalais doivent faire face à de nombreux obstacles. Nous venons d'en avoir eu la preuve.

Notre chauffeur allume la radio. La beauté du paysage autour de nous, dans la lumière orangée du soleil couchant, est toujours saisissante. Malgré cette Journée internationale de la paix, nous n'avons à coup sûr trouvé aucune solution aux problèmes du Népal. Mais nous sommes heureux d'accompagner des individus qui s'engagent pacifiquement pour plus de justice. Nous admirons leur courage, leur détermination. Nous regrettons un peu le fait que notre contrat de dure qu'une année. Douze mois pour voir des changements, c'est peu.

MULTINATIONALES EN LAISSE

Des entreprises suisses violent, à l'étranger, les droits humains et les normes environnementales, sans devoir en répondre en Suisse.

Aidez-nous à changer cette situation. Signez notre pétition:
www.droitsansfrontieres.ch

DROIT SANS FRONTIÈRES
 Des règles contraignantes pour les multinationales, partout.